

LES FINANCES DES CLUBS DE FOOT AU PLUS MAL

Courtois tire la sonnette d'alarme

Alain Courtois affirme que le football belge n'est pas au bord du gouffre mais déjà au fond du trou.

ENTRETIEN
FRÉDÉRIC LARSIMONT

Alain Courtois, trois mois après votre départ d'Anderlecht où vous étiez directeur général, vous ressurgissez soudain dans l'actualité. Les récentes déclarations incendiaires d'Alain Zenner, le Commissaire au gouvernement en charge de la simplification administrative, sur l'argent sale du foot, expliquent-elles cette sortie du bois ?

Il y a ce qui a été dit sur le foot à cause d'une impression d'ensemble que donne le foot et qui s'est traduite par la petite phrase assassine d'Alain Zenner, mais aussi ce qui doit être dit sur la problématique du sport belge en général, de ses rapports quasi inexistantes avec le monde politique.

L'argent sale dans le foot dénoncé par Zenner, c'est une vraie tornade ou une tempête dans un verre d'eau ?

Il y a une nuance à opérer entre argent noir et argent sale, et celle-ci mène tout droit au vrai débat : le football belge n'est pas financièrement au bord du gouffre, il est au fond du trou ! Et pas dans le seul chef de ses petits clubs. D'Anderlecht au plus modeste matricule de quatrième provinciale. Le Sporting est un club à part, en ce sens qu'il possède une sorte d'assurance tout risque avec ses 3.000 business-seats, mais, à moins d'arriver en finale de la Coupe de l'UEFA, j'affirme qu'il terminera tout de même la saison dans le rouge comme tout le monde. De moins d'un million d'euros, mais en négatif tout de même. Mais, attention, il convient d'apporter une nuance quant à l'état de santé de nos clubs. S'ils vont mal, c'est en très grande partie de leur faute, j'en conviens. Mais il ne faut pas omettre non plus les efforts les fournis par eux en matière de sécurité (50 millions d'euros ces dernières années), d'infrastructures, voire de sécurité sociale où la mise en place de la licence pro a permis le tour de vis nécessaire.

Vous opérez tout à l'heure la distinction entre argent noir et argent sale...

Oui. L'exemple type de l'argent noir, c'est le président d'un club de village qui, dans un moment d'euphorie après une victoire sur le patelin voisin, sort 5.000 balles de sa poche pour chaque joueur de son équipe. L'argent sale, c'est celui que l'on injecte dans le circuit pour qu'il rapporte. Or, ce n'est pas le cas dans le football belge qui coûte à tous ceux qui y investissent. Si quelqu'un parle d'une enquête sur le sujet à propos de nos clubs, je hurle de rire ! Il n'y a rien à y trouver en matière de blanchiment car on ne tire plus aucun bénéfice du foot !

Qu'est-ce qui pousse alors ces mécènes à perdre de l'argent si facilement ?

Le phénomène de la danseuse ! Il ne faut pas aller plus loin que ça. Certains ont 10 Ferrari dans leur garage,

d'autres aiment le foot, ou aident un artiste qui ne vendra jamais ses œuvres à des millions.

C'est peut-être la première fois depuis l'enquête du juge Bellemans en 1984, qu'on parle si ouvertement d'argent noir dans le foot belge.

Notre football est à l'image de notre mentalité. C'est le coup de la femme de ménage polonaise que personne n'a vu mais qui est chez tout le monde. Il est temps de parler vrai, de crever l'abcès de l'hypocrisie. Pas pour le plaisir de donner un coup de pied dans la fourmilière, mais en pensant à ce que le grand public n'a peut-être pas toujours à l'esprit. Certains pensent que le foot, c'est Zidane et des dizaines de millions d'euros. Le foot, ce sont aussi les bénévoles, les formateurs, les arbitres, les kinés et les médecins de clubs, les vrais amateurs sur des terrains sans un brin d'herbe, etc. Que leur donne-t-on comme sécurité à tous ces gens, notamment sur le plan fiscal ou social ? Je vous rappelle que 71 % des Belges pratiquent un sport et que 42 % d'entre eux sont entourés de bénévoles : il est temps de le considérer.

Mettons-nous dans la peau du contribuable totalement imperméable au sport et au football en particulier. Quel discours lui tenir par exemple face au problème du coût de la sécurité supporté par la collectivité ?

Le système de la taxe communale doit être utilisé à ces fins. Anderlecht paye d'ailleurs près d'un million d'euros à la commune en taxes diverses. On parle de surenchère sécuritaire, mais je constate qu'en Angleterre, on désinvestit dans le domaine. Pourquoi ? Et bien parce que l'on ose toucher directement aux hooligans en les faisant se présenter au commissariat les jours de match, lorsqu'ils ont été condamnés. Je partage tout à fait l'avis du ministre de l'Intérieur, à savoir qu'en matière de vente de billets, il faut une identification individuelle qu'on pourra facilement instaurer avec la future carte d'identité électronique. Mais le système de fan card est à appliquer aux quelques centaines de hooligans fichés, pas au citoyen ordinaire qui va au stade en famille. Là aussi, les Anglais ont tout compris avant tout le monde...